

Grèce

Interview exclusive

Maria Kefalopoulou est docteur en Psychologie sociale de l'Université Paris 7. Elle habite et travaille à Athènes. Elle est spécialisée dans les questions d'égalité de genre, de violences intrafamiliales et de thérapie centrée sur la personne. Elle a accepté de répondre à nos questions. Nous la remercions vivement de partager son expérience avec nous.

Peux-tu nous donner un aperçu de la situation en Grèce depuis le début de la pandémie jusqu'à aujourd'hui ?

La Grèce s'est aperçue très tôt du danger pour la santé et la vie de ses citoyens et a pris immédiatement les mesures nécessaires. Mais au début, c'était la surprise et la peur qui nous ont tous envahis.

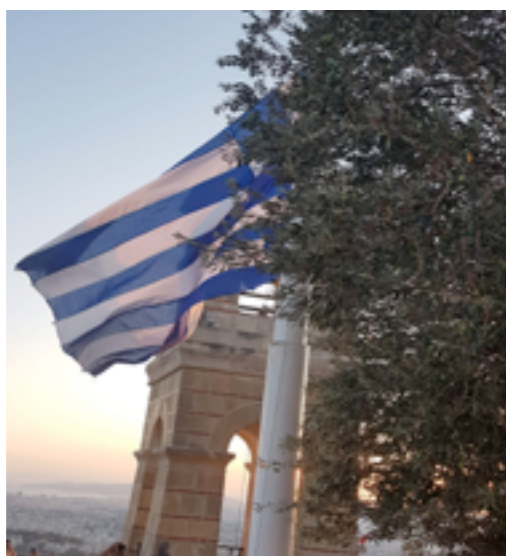
Cependant, après, on peut dire qu'en général la population a réagi avec conscience et responsabilité. Il faut toutefois dire qu'aujourd'hui, après la levée du confinement (NDLR. le 4 mai), nous assistons à l'autre extrémité, surtout pour ce qui concerne le comportement des jeunes : c'est comme si le coronavirus n'avait jamais existé.

D'après ton expérience théorique et pratique, quel pourrait être l'impact psychologique du confinement et de la pandémie en général sur les Grecs ?

Dans un premier temps, l'impact du confinement était important et décisif, surtout parce que la population a eu peur de tomber malade, sachant que le système de santé était en mauvais état. Aujourd'hui, on est angoissé, car les problèmes de la Grèce sont surtout économiques, puisqu'elle s'appuie en grande partie sur le tourisme et non sur la production primaire. C'est pourquoi les mesures restrictives ne peuvent continuer sans un énorme coût économique.

Tu as travaillé sur les questions d'identité : penses-tu qu'elle ait joué un rôle particulier pour que la Grèce s'en sorte mieux que d'autres pays ? Cela aiderait-il à réhabiliter l'image de la Grèce que les médias dominants ont ternie pendant la décennie passée ?

C'est sûr que le confinement rapide a joué un rôle. J'espère que l'image de la Grèce changera, mais, si cela arrive, ce sera plutôt un résultat sur le long terme. Cependant, je suis inquiète que ce bon résultat grec ne tienne pas longtemps, car je vois que plusieurs personnes, surtout les jeunes, ne prennent plus beaucoup de mesures de protection et ne respectent pas scrupuleusement les gestes barrières. Cela donne l'impression qu'ils ne se soucient pas tellement de se protéger et de protéger leurs concitoyens... Mais j'espère qu'ils vont réfléchir sur les risques possibles et qu'ils vont changer leur attitude.



Ce qui a aussi joué pour que la Grèce s'en sorte mieux que d'autres pays, c'est la traditionnelle importance de la famille qui est encore un facteur majeur de cohésion de notre société, ainsi que la conscience qu'il faut protéger les personnes âgées, qui est une priorité pour la majorité des Grecs.

Mais comment la Grèce pourra-t-elle survivre sans tourisme ? C'est là notre souci principal qui pourrait compromettre tout ce qu'on a accompli pendant la période récente en affrontant avec un relatif succès la pandémie.

Les métiers exercés par les femmes ont été très importants pour faire face à la pandémie. Quelle était la situation en Grèce ? Cela peut-il faire avancer la question de l'égalité ?

Concernant les femmes, leur rôle et leur apport surtout dans les secteurs des soins et de la santé ont été sans commune mesure, et ont beaucoup compté pour la reconnaissance des professions des soignantes et des femmes médecins aux yeux de la population. Mais pour que cela change vraiment, la question cruciale demeure ouverte, car le taux d'emploi féminin en Grèce est relativement bas par rapport à la moyenne de l'Union européenne.

Les associations féministes et la presse se sont inquiétées d'une augmentation des violences contre les femmes pendant le confinement. Qu'en est-il pour la Grèce ?

Il y a eu une certaine augmentation des violences intrafamiliales, mais la violence en général a diminué, car les délits comme les vols ou cambriolages ont beaucoup baissé.

En parallèle, à travers le contact continu des individus à cause du confinement, ont émergé des questions plus sérieuses concernant les rapports de cohabitation, ce qui n'est pas forcément négatif, à condition de bien le traiter. Une question centrale est comment cultiver des relations plus sincères et par conséquent plus « fonctionnelles » entre les personnes. Peut-être cette réalité nouvelle constituera-t-elle l'occasion de commencer à y réfléchir pour l'accomplir dans un avenir proche.

En tant que psychologue, formatrice et citoyenne engagée, quelles réflexions t'inspire la période que nous venons de vivre ?

Inquiétude et questionnements, surtout en vue d'un futur dominé par la machine, une paupérisation du plus grand nombre et un contrôle accru sur les individus.

Un sujet qui a été beaucoup discuté est le travail, la communication et l'enseignement en ligne. Sans les remettre en question totalement, il faut mettre l'accent sur la protection de l'anonymat, des droits de la personne et sur le fonctionnement démocratique de telles méthodes qui peuvent vite dériver, opprimer psychologiquement et surcharger émotionnellement.

Nous aimerions connaître tes réflexions et propositions pour « le jour d'après ».

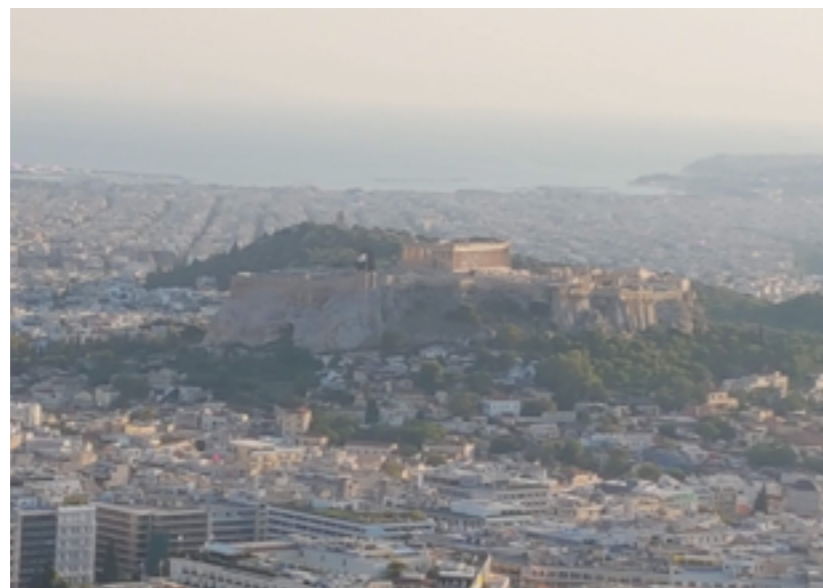
J'espère que le monde à venir sera plus humain, plus naturel et plus sage.

Après avoir été très déçue par l'UE et sa « gestion » de la crise grecque depuis 2008, je vois un climat plus stable et plus confiant qui commence à s'installer. Il semblerait qu'une solidarité relative existe entre certains pays et cela redonne l'espoir d'une Europe de l'égalité, de la coopération et du soutien mutuel.

Pour la Grèce, un des enjeux principaux sera si elle réussira à développer sa production primaire, mettant moins l'accent sur le tertiaire, services et tourisme, et focalisant sur la production des biens en quantité suffisante (agriculture, élevage et industrie) et la création d'emplois nouveaux. Cela pourrait être une conséquence positive de la pandémie et aider à affronter une éventuelle nouvelle crise.

Le deuxième enjeu est le développement du numérique qui doit s'accompagner d'un respect de la démocratie, de la vie privée et des droits humains, et d'une réflexion sur son impact écologique.

Enfin, le troisième enjeu concerne les relations interpersonnelles, familles, amicales : plus de vérité, de camaraderie et en général un plus grand rapprochement, une égalité et une compréhension mutuelle qui pourra seulement résulter d'un dialogue continu et sincère. Plus d'humanité, moins de concurrence.



La Confédération générale des travailleurs grecs demande l'interdiction des licenciements

ΓΣΕΕ, la confédération, qui rassemble tous les syndicats du secteur privé (interprofessionnelle) de toutes les tendances, a adressé le 2 juin une lettre au ministre du travail et l'a ensuite envoyée à la presse pour publication intégrale.

La confédération demande l'interdiction des licenciements pour les entreprises qui seront admises au programme de relance gouvernemental. Elle demande que l'utilisation de l'intégralité des aides, européennes ou internationales, pour soutenir le monde du travail éprouvé par la pandémie. Elle réclame que le ministère publie enfin une liste concrète des mesures en faveur des travailleurs (quelles aides, quels métiers, quelles entreprises, quel cadrage institutionnel), car, d'après les informations envoyées par les syndicats de base de toutes les professions et de tout le pays, personne n'est en mesure aujourd'hui de savoir ce qui est ou non en vigueur, donc la désinformation augmente avec des conséquences délétères pour les intéressés.

C'est enfin, dit la confédération, une occasion de clarifier et de mettre fin à toutes les formes de travail « informelles » (c'est-à-dire au noir) qui ont miné la Grèce pendant des décennies, détruit l'économie et fragilisé les travailleurs.

Donnez une fois encore du plaisir à vos traducteurs en ligne... en lutte !

https://www.efsyn.gr/oikonomia/elliniki-oikonomia/246083_apagoreysi-apolyseon-zita-i-gsee-apo-ton-g-broytsi

Italie

Réouverture des établissements scolaires à la rentrée : dans quelles conditions ?

L'Italie, contrairement à la France, a eu la prudence de ne pas rouvrir les établissements scolaires en cette fin d'année académique. Théoriquement, et selon les demandes de la FLC-CGIL, notre fédération partenaire au Comité syndical européen de l'éducation (CSEE), au HERSC (*Higher Education and Research Standing Committee*) et à l'IE, ce report devrait permettre de réfléchir à une rentrée dans

des conditions optimales pour les personnels et les élèves. Concernant les universités, cela devrait permettre en outre d'implémenter une solution globale pour les très nombreux précaires (cf. leur adresse au ministère dans notre *Fenêtre* n°9) et le déroulement des concours de recrutement des enseignants du secondaire dans de bonnes conditions.

Mais voilà que rien ne se passe comme prévu.

L'intersyndicale (CGIL, CISL UIL, SNALS et GILDA) est sur un pied de guerre et a déposé un préavis de grève pour le lundi 8 juin. Ses représentants ont rencontré le ministère à plusieurs reprises sans pour autant obtenir un plan global qui garantisse toutes les conditions de sécurité et un enseignement de qualité à la rentrée. Ils annoncent le 6 juin que les réunions « ont mis en évidence l'inconséquence des actions du gouvernement pour l'école. Aujourd'hui, elles ne dépassent pas les intentions générales de retourner à l'activité en présentiel, mais sans aucun projet définitif ».

Cette grève est bien sûr fustigée comme illégale sous divers prétextes. Le ministère est en fait incapable de présenter un plan global, mais n'écoute pas non plus les syndicats qui, à l'instar de la FLC-CGIL, en ont un et l'ont rendu public (cf. *Fenêtre* n°7).

Ce qui gêne le plus et provoque des cris d'orfraie de certains responsables politiques, ce sont les quelques timides actions en faveur des précaires, le fait que « le ministère a préféré s'occuper du personnel précaire et attiser la guerre entre toutes les catégories de personnel » (selon *Forza Italia*), et « veut faire fermer les écoles privées ». Et la ministre s'est mis tout le monde à dos en voulant installer des « protections en Plexiglas » dans les classes (!) : la plupart des établissements s'interrogent sur la faisabilité de la mesure, seul un lycée a annoncé qu'il l'a déjà mise en place.

Les responsables d'éducation régionaux et locaux s'indignent : « l'école n'est pas une cabine téléphonique ». Les parents sont dans l'embarras, comme les enseignants.

En attendant, personne ne sait comment se passera la réouverture. Les familles, déjà dans la tourmente, les élèves et les enseignants malmenés par l'enseignement à distance, sont très inquiets.

La mesure de prudence pour se protéger de la COVID19 tournerait-elle à un désordre sans fin ? L'occasion serait-elle manquée ? Certains parlent d'une « occasion extraordinaire pour l'école » avec 15 élèves par classe et la gratuité totale. Mais les syndicats soulignent que moins d'élèves par classe (ce qui est souhaité et attendu) signifie plus d'enseignants, donc stabilisation des précaires.

Les femmes qui travaillent dans le ménage, la restauration et les assistantes scolaires *ad personam* des établissements de Brescia, qui se considèrent comme mal rémunérées, ont organisé une « flash-mob » devant la préfecture le 5 juin, à l'appel de leur syndicat FILCAMS-CGIL. Elles étaient une centaine.

Ces femmes ont vu leur condition empirer à cause de la crise COVID19 : elles perçoivent pendant 3 mois seulement 70% de leur salaire, qui n'est en fait qu'une sorte d'indemnité. Ces personnels pourtant essentiels au fonctionnement des établissements sont employés avec des contrats « cycliques » et n'ont pas de vacances d'été. Le Fonds d'intégration salariale COVID19 leur a permis de toucher ces 3 mois à 70%, mais les 3 mois suivants rien n'est prévu pour elles.

Si le ministère est incapable d'organiser un plan global pour la réouverture à la rentrée, on n'est pas surpris de voir qu'aucune solution n'est pour l'instant trouvée pour ces personnels. Peut-être leur demandera-t-on, pour compenser, d'aller installer les cabines en Plexiglas si elles sont adoptées ?

<https://ilmanifesto.it/dl-scuola-e-guerriglia-plexiglass-in-classe-dubbi-anche-a-sinistra/>

<https://ilmanifesto.it/brescia-flash-mob-lavoratrici-delle-pulizie-nelle-scuole/>

Les enseignants, les élèves et les parents mobilisés avec succès le 8 juin

« Sans financement et sans enseignants en septembre, on ne repart nulle part », disent en chœur les participants aux mobilisations du 8 juin qui se sont tenues avec succès dans plusieurs villes. Même si la rentrée peut paraître loin car 90 jours nous séparent du jour fatidique de septembre, l'année a été catastrophique : tout est fermé depuis le 6 mars, élèves et enseignants se débattent dans la jungle des écrans de « l'enseignement en ligne » et les problèmes existants ont été exacerbés par la crise COVID19.

Un financement d'urgence a été accordé : 1,4 milliard d'€. Cela servira juste à panser les plaies pandémiques et pas du tout à rattraper l'énorme retard accumulé depuis l'ère Berlusconi. Selon *Il Manifesto* le financement s'est arrêté en... 2008.

Les syndicats rassemblés (FLC-CGIL, CISL, UIL, GILDA et SNALS) dénoncent le manque de vision à long terme et les trois mois précieux perdus. Ils demandent une éducation qui ne soit plus basée sur l'évaluation, mais sur l'expérience pédagogique, une éducation inclusive en synergie avec la médecine sur les territoires et avec la santé collective, puisque l'Italie vient juste de sortir avec peine des ravages de la pandémie.

Massimiliano Rebuffo, responsable FLC-CGIL de Turin, déclare que, pour un redémarrage sérieux, l'éducation a besoin (au moins) de 36 milliards ! Il a organisé une flash-mob pour mimer la façon d'entrée en cours de deux classes de 25 élèves suivant les normes anti-COVID19 : cela prend beaucoup plus de temps que dans l'organisation actuelle de l'espace scolaire, c'est donc impossible de respecter ces normes si les espaces ne changent pas. Et pour changer, il faut de l'argent et un plan sur le long terme.

Les syndicats n'ont pas oublié de répéter encore et encore leurs griefs contre la panacée que constituerait « l'enseignement à distance » : « dans les Pouilles, 44% des familles sont sans équipement et 33% des élèves en situation de handicap ont été abandonnés », dénonce Bari Giovanni Verga, de l'UIL.

Les normes anti-COVID prévoient le dédoublement de toutes les classes, ce qui est impossible dans la situation actuelle. Mais les nouvelles embauches ne pourront avoir lieu avant 2021. Comment faire pendant au moins trois mois ?

Une bonne nouvelle quand même : le ministère renonce à l'installation de protections en Plexiglas pour les isoler les élèves dans les classes des écoles primaires (cf. ci-dessus). Mais c'était tellement énorme et ridicule, que personne ne pouvait croire que cette mesure se réaliserait un jour...

Le collectif *Apriti Scuola* (Ouvrez l'école) qui soutient les mobilisations enseignantes, a mis à contribution les parents et les élèves qui ont simulé la « classe COVID19 ».

<https://ilmanifesto.it/apriti-scuola-senza-fondi-ne-docenti-a-settembre-non-riparte-nulla/>



Niger

Réouverture de l'éducation, mais les personnels toujours en grand danger

Le Syndicat national des enseignants du Niger (SNEN), membre de l'IE, se plaint des conditions de réouverture, le 1^{er} juin, des établissements scolaires primaires et secondaires, ainsi que des établissements d'enseignement professionnel. Les universités ne sont pas (encore) concernées. Mais déjà les problèmes de manque de personnel et de locaux adéquats, qui préexistaient, sont exacerbés suite à la fermeture pour cause de COVID19 le 20 mars.

Le syndicat met en lumière la situation catastrophique des nouveaux enseignants embauchés en décembre 2019 pour pallier le manque d'encadrement des élèves. Ces collègues, principalement des contractuels (2.500 personnes), ont rejoint leurs établissements et ont commencé à enseigner mais n'ont pas été payés. On leur a promis une régularisation, ils ont donc contracté des dettes (il n'existe pas d'avance sur salaire au Niger). Ensuite, la pandémie est venue fermer les écoles et chasser les enseignants qui devaient rentrer chez eux, car les établissements où ils exerçaient étaient dans des régions rurales et difficiles d'accès, loin de leur lieu de résidence. Cela a engendré encore plus de frais. Et maintenant, on leur demande de regagner leur poste ! C'est un comble : plus de 5 mois sans salaire !

Suite aux protestations du SNEN, le gouvernement a promis de payer le salaire du mois de mai, mais non de verser les arriérés depuis la prise de poste. On a même demandé aux enseignants de travailler plus pour rattraper le retard dû à la pandémie, mais sans être payés en heures supplémentaires.

Quant aux élèves, à 60-100 par classe, la contamination est fort probable. La pandémie risque de s'étendre. Sans compter que c'est maintenant la saison des pluies, et que par endroits les écoles sont des huttes de paille... Le SNEN a estimé qu'un quart des élèves a eu accès à une sorte d'enseignement à distance (radio-télévisé), les autres n'ont rien eu faute de moyens. Le risque est grand de ne plus jamais les revoir en classe.

Enseignants désargentés et corvéables, locaux inadaptés, pandémie qui rôde, élèves perdus dans la nature : un paysage catastrophique qui met légitimement le SNEN en colère.

<https://www.ei-ie.org/en/detail/16808/niger-an-intolerable-situation-for-more-than-2500-teachers>

Nigéria

Féminicides en hausse pendant le confinement : les manifestants demandent justice

Le pays est durement frappé par la pandémie (10.000 cas, 314 décès répertoriés le 4 juin) et sous confinement partiel. Mais la hausse ne concerne pas seulement le nombre de personnes contaminées, car les violences de genre et les féminicides connaissent, sous le confinement, une augmentation inquiétante.

Dernier en date, le meurtre d'une étudiante en microbiologie de l'Université de *Benin City* (UNIBEN), tuée après avoir été violée dans l'enceinte d'une église, la *Redeemed Church*, où elle se rendait tous les jours pour pouvoir étudier, car les universités et leurs bibliothèques sont fermées.

Vera Uwaila Omozuma, surnommée Uwa, avait 22 ans. Dans la ville où elle a été tuée, et malgré le confinement, des manifestants ont pris les rues et les places pour réclamer justice et demander que la police locale fasse des investigations sérieuses et trouve les coupables. Parmi les manifestants, les disciples d'Uwa. L'université où elle étudiait a aussi réagi, choquée de ce meurtre.

D'après le quotidien italien *Il Manifesto* qui relate les faits, c'est le troisième féminicide d'une série qui comprend deux autres, des mineures. Toujours un groupe de jeunes hommes qui agressent des jeunes femmes ou filles.

La police annonce qu'une brigade spécialisée investiguera ces crimes, prenant peut-être exemple de la brigade spéciale pour les victimes de la police new-yorkaise. Dans tous les cas, elle reconnaît cette hausse inquiétante qui est due à la pandémie mais aussi aux problèmes sociaux préexistants aggravés par la COVID19.

Le hashtag #JusticeForUwa est devenu viral sur Tweeter, relié, actualité oblige, par certains internautes à #BlackLivesMatter et aux puissantes manifestations antiracistes, les unes faisant écho aux autres. Une pétition pour demander justice est en ligne, rappelant l'évidence (le viol est un crime), les noms des récentes victimes, mais aussi interpellant la gouvernement qui ne réagit pas avec la sévérité adéquate.

Malgré la pandémie, la lutte ne faiblit pas. Ce qui est encourageant dans cette tragédie, comme on voit par les photos des manifestations que les participants ont postées sur les réseaux sociaux, c'est la participation de nombreux hommes, dont l'indignation est aussi perceptible dans leurs tweets. Mais comme les restrictions dues à la pandémie ne vont pas être levées de sitôt, on peut être inquiet de la situation des femmes au Nigéria et craindre que d'autres victimes soient à déplorer. C'est pourquoi un mot d'ordre « état d'urgence violence de genre : appelez vos députés » est aussi en circulation, avec les noms et les coordonnées des représentants élus censés durcir la législation et veiller à ce que la police fasse son travail, COVID19 ou non.

https://www.change.org/p/nigerian-police-force-justiceforuwa?recruiter=886487056&utm_source=share_petition&utm_medium=twitter&utm_campaign=psf_combo_share_initial&utm_term=petition_dashboard&recruited_by_id=42147d20-7c5a-11e8-84a2-9b5ec3b6fe65

<https://twitter.com/hashtag/JusticeForUwa?src=tren>

<https://ilmanifesto.it/giustizia-per-uwa-in-nigeria-monta-la-protesta-contro-i-femminicidi-in-lockdown/>



Royaume-Uni

#FundTheFuture : campagne syndicale pour l'ESR post-pandémique

Le syndicat *University College Union* (UCU), notre partenaire au CSEE, au HERSC et à l'IE, a lancé le vendredi 12 juin à 14h sa campagne de grande ampleur intitulée *Fund the future* (financez l'avenir) avec une vidéo combative de plusieurs témoignages issus non seulement de l'ESR, mais aussi d'autres professions et de citoyens conscients des enjeux et solidaires dans l'action.

La secrétaire générale de UCU, Jo Grady, qui a introduit la campagne et la vidéo, a insisté sur le fait que ce n'est pas juste pour obtenir de l'argent, même si les pertes pour l'ESR britannique sont colossales.

C'est parce que la crise COVID19 a fait grandir la conscience qu'on ne peut plus continuer comme avant : « ce n'est pas nous qui avons créé ce système marchandisé », a-t-elle souligné, « et nous ne voulons plus le subir ». Mais pour réussir, il faut élargir la solidarité entre les travailleurs et profiter de la

nouvelle conscience de l'utilité des services publics qui résulte de la pandémie. Jo Grady cite l'exemple des travailleurs postaux, car la Poste britannique a été privatisée il y a longtemps, mais ses travailleurs, avec leur engagement pendant le confinement, ont montré qu'ils accomplissaient une véritable mission de service public et que seul un service public postal pouvait le faire.

Une étude menée par UCU présente les « conséquences inimaginables » de la pandémie sur l'ESR britannique montre une perte de revenu de 2,47 milliards de £ l'année 2020-2021 (- 7%), ce qui met en danger quelques 30.280 emplois, de 240 à 1.000 postes par établissement. Mais l'ESR est parfois le principal employeur d'une ville ou d'une région, donc si on compte les emplois induits, la perte sera de 63.000 postes au total dans tout le pays.

UCU craint que cette analyse, déjà catastrophique, soit pire encore, car une estimation du *British Council* parle de réduction à moitié des doctorants internationaux, et le calcul global ne tient pas compte des éventuels travaux pour rendre les locaux compatibles avec les mesures sanitaires nécessaires pour une rentrée en sécurité.

« Le temps n'est plus à l'autosatisfaction », déclare UCU. La campagne, selon Jo Grady, sera réussie si elle essaime dans la société. C'est pourquoi le syndicat a préparé un kit militant, incité ses sections locales à l'adapter à leurs besoins, et se prépare à faire pression sur les parlementaires, selon le mode d'action des syndicats anglo-saxons.

Jo Grady a écrit solennellement au premier ministre et à ses homologues d'Écosse et du Pays de Galles, avertissant que l'ESR sera lourdement frappée par la crise post-pandémique, que des universités ont déjà commencé les licenciements, mais que les personnels ne resteront pas l'arme au pied.

Voir et revoir la vidéo de campagne, qui donne du courage par ces temps incertains :

https://www.youtube.com/watch?time_continue=11&v=f95syL1VdWM&feature=emb_logo

Ne pas hésiter à partager largement et à soutenir la campagne des collègues britanniques :

<https://fundthefuture.org.uk/>

